

## Étude européenne

# Les effets de la crise financière sur les fonds de retraites privées.

## Un danger systémique \*

**Richard Detje**

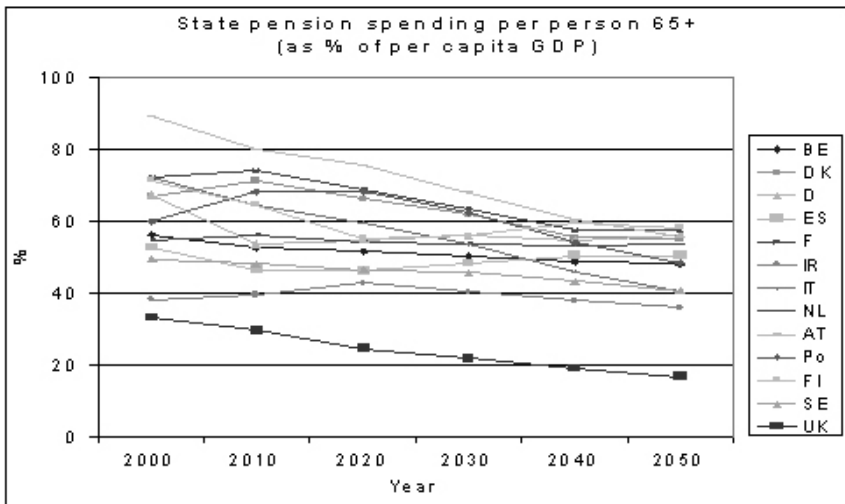
**A**u commencement de l'actuelle crise financière—une crise d'un système d'accumulation dominé par la finance—en 2007 et au début de 2008, l'attention se focalisait sur le déclin des banques et des bourses de valeurs. Or, dès cette période initiale aux États-Unis, et dès la fin de l'été 2008 en Europe, la chute brutale du mouvement des affaires montrait la présence d'une deuxième source—la récession économique—de ce que l'on peut appeler une double crise. Les conséquences en sont un chômage de masse en forte croissance et une pression plus prégnante sur les salaires, détériorant donc les conditions de vie. La crise économique devenait de plus en plus fortement une crise sociale.

Dans cette crise sociale un point crucial a été pratiquement ignoré: l'avenir d'un régime de retraites soumis à un processus de privatisation au cours des dix ou vingt dernières années. Il est facile de comprendre que ces problèmes aient été tenus secrets: les compagnies d'assurances, les banques et les fonds de pensions privés s'occupant de ces affaires ne sont aucunement intéressés à communiquer sur l'instabilité des régimes de retraites privés. Il en résulte que les informations et les analyses fiables sont rares. Ci-après, nous allons fournir quelques données et conclusions essentielles concernant les conséquences de la crise financière sur les retraites versées par les fonds de pensions et nous allons présenter des arguments en faveur de l'instauration et de la restauration de régimes de retraites contrôlés et gérés publiquement.

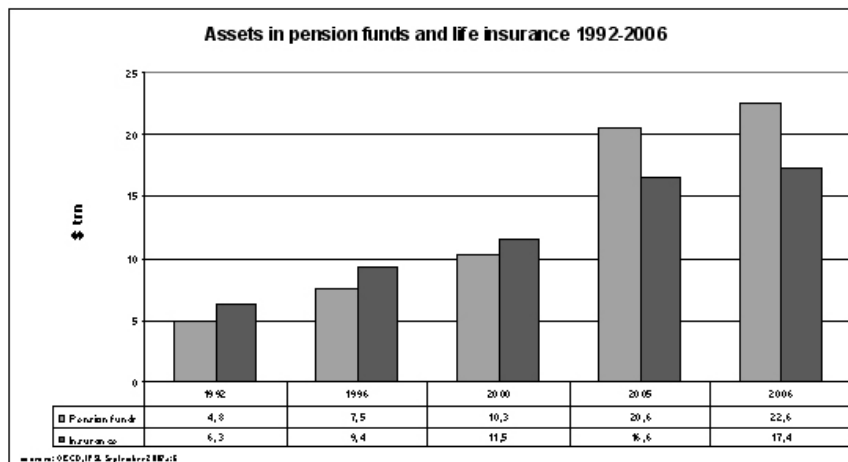
## Privatisation des retraites, une voie erronée – et mal orientée – vers la crise

Dans l'opinion publique traditionnelle, les régimes de retraites publics souffrent – et souffriront encore plus dans les prochaines décennies – sous le fardeau d'une population vieillissante. Le rapport quantitatif entre la population active et les citoyens âgés devient une donnée de plus en plus déterminante, à tel point que ni les personnes actives, ni les compagnies d'assurances, ne veulent investir de l'argent dans les programmes publics de retraites. Pour cette raison, la privatisation des retraites et l'assistance médicale privée sont considérées comme la seule voie de sortie du cercle vicieux constitué par la baisse des revenus et la hausse des dépenses. Il en résulte que des organisations internationales telles que l'OCDE, pour assurer un niveau de vie décent, font la promotion d'un modèle à trois piliers : les retraites publiques (sous la forme de systèmes par répartition ou financés par l'impôt) couvrant les besoins élémentaires (premier pilier), les retraites payées par les employeurs (deuxième pilier) et les retraites privées (troisième pilier). Suite à l'application de ce modèle à trois piliers, les dépenses pour les retraites publiques ont été réduites

### Dépenses pour les retraites publiques pour les personnes de plus de 65 ans (en % du PIB par tête d'habitant)



## Actifs des fonds de pension et assurances vie entre 1992 et 2006



dans toute l'Europe, notamment en Autriche, en Italie, au Royaume-Uni, en Finlande (à poursuivre jusqu'en 2020) et en Allemagne (jusqu'en 2010).

Au fur et à mesure que les retraites publiques ont été **réduites**, les actifs totaux des fonds de pensions privés doublent et ceux des assurances sur la vie augmentaient de presque 50% entre 2000 et 2005.

Dans l'Union européenne, la privatisation des régimes de retraites publics a été—et est toujours—une partie essentielle du processus de Lisbonne (de 2000, renouvelé en 2005). «Les dix dernières années ont été une période d'expansion rapide des régimes de retraites privées. Les gouvernements ont réformé les systèmes des retraites dans le but de les rendre financièrement durables, et donc plus sécurisés, et ils ont ainsi favorisé les retraites privées pour compenser les baisses futures des revenus issus des pensions publiques. Dans la moitié des pays de l'OCDE, les retraites privées sont maintenant obligatoires ou couvrent une très grande majorité des personnes en activité» (OECD 2009a: 1).

Les principaux arguments pour privatiser les systèmes de retraite gérés par l'État-providence étaient les suivants :

1. Les pensions d'État deviennent trop lourdes et trop chères avec une population vieillissante ;
2. La privatisation baisse la charge financière tant pour la population active que pour la gestion du capital réel ;

3. Les pensions versées par les fonds ont pour effet d'augmenter l'épargne et donc d'offrir des capitaux supplémentaires permettant des investissements plus importants dans l'économie ;
4. Les systèmes de pensions privés offrent un taux de rendement plus élevé : selon les données de l'OCDE, 8,5 % en Suède et 6,2 % au Royaume-Uni et aux États-Unis pour les 15 dernières années, alors que ce taux était de 0 % dans les régimes de retraites publics par répartition.  
Il s'est avéré que ces arguments avancés par les forces politiques dominantes conduisaient à une impasse.

*Premièrement* : Une population vieillissante ne mine pas forcément la base économique et financière des retraites publiques. Le changement démographique—c'est-à-dire le rapport quantitatif entre les personnes retraitées et celles en activité—peut être compensé par des taux d'emploi plus élevés (en particulier chez les femmes), une politique de plein-emploi et une productivité plus élevée.

*Deuxièmement* : La charge financière des programmes de retraites par répartition est allégée pour une seule des parties : celle des employeurs. Leur contribution aux retraites publiques est réduite (du moins par rapport au PIB). En revanche, les employés doivent payer deux fois : pour leurs retraites publiques et pour leurs retraites privées. «Un transfert vers les fonds de pensions impose une charge supplémentaire aux travailleurs d'aujourd'hui (Barr/Diamond 2009). Abaisser la charge pesant sur les salariés et sur le capital exige une augmentation de la productivité.

*Troisièmement* : Il n'est pas évident que l'épargne soit transformée en investissements réels. Au contraire : le capitalisme de marché financier est caractérisé par un profond affaiblissement de l'économie. Selon Ginn (2009), au Royaume-Uni, «au maximum 15 % de l'épargne issue des retraites privées sont utilisés pour de nouveaux investissements. Le reste va à la City pour la spéculation».

*Quatrièmement* : Les régimes à contribution définie (CD) «n'ont pas été plus performants que des comptes d'épargne au cours des vingt dernières années. Les régimes CD ont moins augmenté pour l'ensemble des contributions ces dix dernières années» (Ginn 2009). De même, un meilleur taux de rendement sur des actifs financiers signifie simplement que le secteur financier exige un pourcentage plus élevé du PIB ; c'est la raison pour laquelle l'ascension du capitalisme sous contrôle des marchés financiers est étroitement liée à la croissance des régimes de retraites privées.

D'une manière générale, on ne doit absolument pas considérer que les retraites privées financées par des actifs collectés sur le long terme qui soulageraient la charge financière du moment présent. Conformément à une loi

économique élémentaire, toutes les dépenses doivent être le fruit d'un travail exécuté et financé dans la période présente. «Nous n'épargnons pas au sens de mettre de côté des objets réels [...] Cette épargne ne signifie pas que nous transportons de l'argent vers une époque future. Nous donnons cet argent à quelqu'un qui ensuite nous le doit, et nous espérons simplement qu'il l'utilisera à bon escient. Il n'est pas transporté vers un temps futur. C'est un grand malentendu et ce malentendu a été créé par l'idée de pensions issues de fonds. Et beaucoup de gens qui ont déposé leur épargne de retraites sur de tels comptes s'aperçoivent maintenant qu'il ne leur reste rien, et cela est vraiment une très mauvaise chose. Et par conséquent le gouvernement doit cette fois encore intervenir pour empêcher que les gens meurent de faim» (Flassbeck <sup>1</sup> 2009). Cela signifie : «Quels que soient les problèmes de financement auxquels un système de retraites pourrait être confronté, la privatisation ne fait RIEN pour les résoudre—elle risque plutôt de les exacerber» (Barr/Diamond 2009).

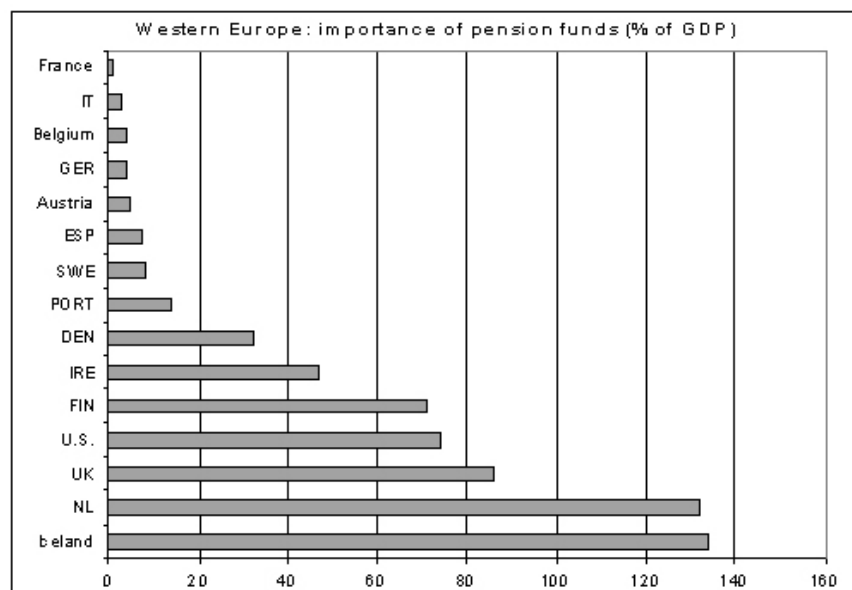
L'expansion des fonds de pensions a été une pierre angulaire de la transformation menant au capitalisme dirigé par les marchés financiers. «Dans de nombreux pays, les fonds de pensions ont été les moteurs du capitalisme de casino—parce que les fonds de pensions se concurrençaient pour avoir des rendements élevés—et tous, pendant un certain temps, ont cru pouvoir gagner 10 ou 15%, voire 20 ou 25%, ce qui est totalement impossible. L'économie réelle a une croissance d'environ 3%, donc en fin de compte tout le monde peut parvenir à un rendement de 3%, mais pas de 25%. Il est impossible pour un secteur étendu qui n'est absolument pas productif de s'emparer d'une aussi grosse tranche du gâteau». (Flassbeck 2009). La croissance du nombre de fonds de pensions est une source d'instabilité économique et sociale.

### **L'importance grandissante des fonds de pensions**

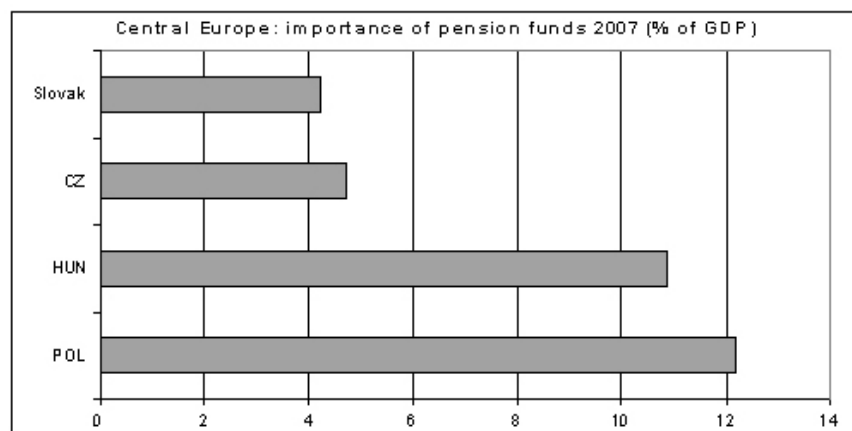
Grâce aux faveurs accordées par les politiciens—dont font partie les subsides d'État versés aux fonds de pensions privés—les actifs des fonds de pensions dans l'OCDE ont progressé avec un taux de croissance moyen de 9,3% entre 2001 et 2007, sauf une brève contraction en 2001 après l'éclatement de la bulle de la nouvelle économie. En 2007, les fonds de retraites privées se sont élevés à 28 billions de \$US, ce qui représente 111% du PIB de l'OCDE. Il s'agit des sommes «accumulées dans les fonds de pensions (64% du total), les comptes d'épargne retraite gérés par les banques ou les sociétés d'investissement (18% du total), des contrats d'assurances retraites (16% du total) et d'autres systèmes de retraites privées dans la zone OCDE» (OCDE 2009a: 2).

Plus de 60% du capital des fonds de pensions sont placés aux États-Unis. Mais, proportionnellement à l'économie d'un pays, c'est en Suisse que nous

### Europe de l'Ouest : importance des fonds de pensions en 2007 (en % du PIB)



### Europe centrale : importance des fonds de pensions en 2007 (en % du PIB)



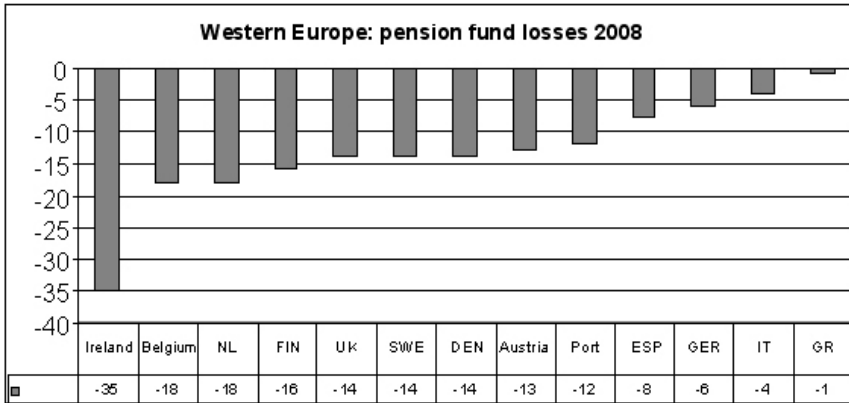
trouvons le plus important système de retraites privées, son rapport au PIB étant supérieur à 150 %, suivi par le Chili et les Pays-Bas, l'Islande, le Danemark et (après les États-Unis, l'Australie et le Canada) par la Grande-Bretagne et l'Irlande avec un rapport de 90 à 100 %. La Pologne et la République slovaque ont récemment réformé leurs systèmes de retraites en introduisant des régimes privés obligatoires, tandis que la Belgique et l'Allemagne développent des plans de retraites privés volontaires. Tout ceci nous montre que les retraites privées ont acquis une importance croissante en Europe.

17,9 billions, c'est-à-dire 64 % des actifs des retraites privées, sont gérés par des fonds de pensions. Leur croissance a été beaucoup plus rapide—avec un taux annuel de 9 % et une croissance totale de 67 %—entre 2001 et la tempête financière de 2007/2008. Le rapport actifs/PIB des fonds de pensions est passé de 67,3 à 75,5 %. Selon la définition de l'OCDE, un rapport de 20 % est le minimum pour un marché de fonds de pension arrivé à maturité. En Europe, les pays en tête—avec des rapports supérieurs au niveau minimal défini par l'OCDE—sont l'Islande (134 %), les Pays-Bas (132,2 %), la Suisse (119,4 % et le Royaume-Uni (86,1 %). La Finlande (71 %, l'Irlande (46,6 %) et le Danemark (32,4 %) ont eux aussi développé un marché de fonds de pension venus à maturité.

### La nouvelle crise des retraites

La situation a fondamentalement changé en 2008. «La crise économique et financière actuelle a réduit la valeur des actifs accumulés pour le financement des retraites d'environ 20 à 25 % en moyenne, selon les derniers chiffres publiés par l'OCDE» (Antolin/Stewart 2009 : 4). À la fin de 2008, les actifs des organismes de retraites privées avaient diminué de 5,4 billions de \$US. «En octobre 2008 le total des actifs des organismes de retraites privés étaient descendus à 23 billions de \$US, soit environ 90 % du PIB de l'OCDE (OCDE a : 2), tandis que dix mois plus tôt ce rapport était de 111 %. C'est l'Irlande qui a souffert le plus, perdant plus d'un tiers, suivie par les États-Unis avec une perte de presque un quart.» «Les retraites publiques aux États-Unis présentaient des passifs d'un montant de 2,9 billions de \$US à la date du 16 décembre 2008. Le total de leurs actifs était inférieur de 30 % à ce chiffre, se situant à 2 billions de \$US. Ayant subi cette année des pertes sur les marchés boursiers, les retraites publiques aux États-Unis sont actuellement déficitaires de plus d'un billion de \$US» (Evans 2009). En Europe, la Belgique et les Pays-Bas<sup>1</sup> sont gravement affectés (17-18 %), suivis par le Royaume-Uni (14 %). Il est intéressant de noter que les pays scandinaves—le Danemark, la Suède et l'Islande—ont perdu plus de 10 % des actifs détenus par les fonds de pensions privés (tout comme l'Autriche et le Portugal).

## Europe occidentale : pertes des fonds de pension en 2008



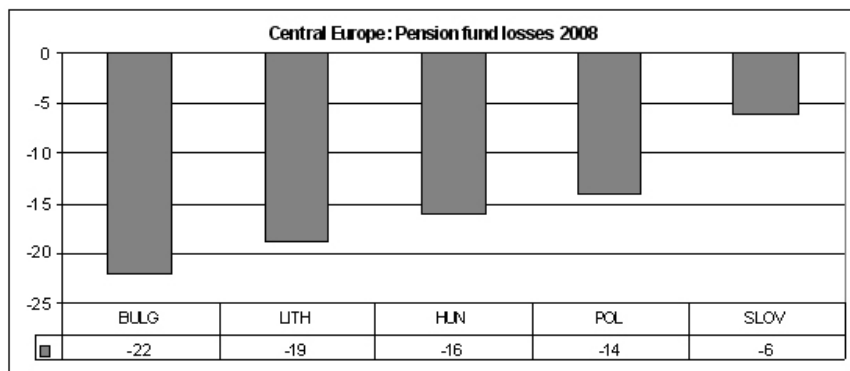
En comparant les pertes de 2008 avec le rapport actifs/PIB, les États suivants vont souffrir le plus : les Pays-Bas, l'Irlande le Royaume-Uni, l'Islande et le Danemark. Dans les nouveaux États membres de l'UE, les actifs des fonds de pensions ont chuté de 20% en Bulgarie et en Lituanie et de 15% et 14% respectivement en Hongrie et en Pologne.

La situation est déjà devenue tragique aux États-Unis. Quelques compagnies d'assurances ont dû demander une aide financière au programme TARP [programme d'aide à la conjoncture aux États-Unis–NDT] et le gouvernement américain a accepté de dépenser jusqu'à 22 milliards de \$US. Au départ, le programme TARP était réservé uniquement aux banques. Mais l'aide devenait nécessaire parce que, selon les prévisions, ces compagnies ne seraient pas en mesure de respecter leurs obligations en matière de retraites suite à leurs lourdes pertes de capitaux sur les marchés boursiers en baisse. «Les plus affectées parmi ces compagnies sont lourdement impliquées dans des fonds de pensions. Leur investissement financier est lié aux marchés boursiers, alors que les compagnies garantissent un taux de rendement minimum [...] Si certaines d'entre elles entrent dans une spirale descendante, cela provoquerait de la panique» indique Robert Haines («Credit Sights», *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 16 mai 2009) <sup>2</sup>.

Cela met en évidence le fait que la crise systémique du capitalisme financiarisé est aussi une crise systémique des programmes de retraites privés. Les fonds de pension sont devenus une pierre angulaire du régime d'accumulation dirigé par les marchés financiers.



### Europe centrale : pertes des fonds de pensions en 2008



À cause d'une forte présence de stratégies d'investissement «conservatrices», les pertes des fonds de pensions sont inférieures à celles des marchés boursiers. Cependant, un autre risque est l'exposition des fonds de pensions aux actifs potentiellement «toxiques», tels que les titres couverts par des endettements et des «swaps» non couverts. L'OCDE a estimé que la proportion moyenne de tels actifs dans les portefeuilles des fonds de pensions de pays membres est de 3%. ... Les produits structurés—la catégorie d'actifs dans laquelle on classe les actifs «toxiques»—représentent environ 8% des actifs détenus par les fonds de pension à l'échelle mondiale. Le risque est concentré aux États-Unis, en Suède et au Japon» (OCDE 2009b : 18).

### Les retraites d'entreprises : leur financement pose de plus en plus de problèmes

La situation financière et les perspectives des plans de retraites des entreprises ne sont pas meilleures, comme le démontrent des données venant des États-Unis. En effet : «Pertes records subies par les capitaux assignés aux retraites en 2008. La crise financière actuelle a conduit 100 des plus importants plans de retraites d'entreprise à une perte record de 300 milliards de \$US de leur capital initial en 2008. Les pertes ont continué en 2009 avec une réduction du capital initial de 30 milliards de \$US au cours des deux premiers mois» (Milliman 2009). Entre le pic d'octobre 2007 et février 2009, les niveaux des actifs ont chuté de 35%.

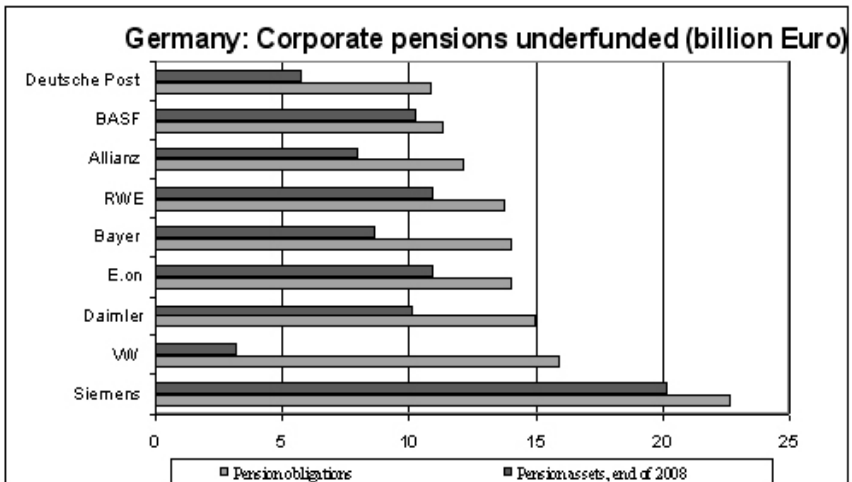
Si les plans de retraites sont sous capitalisés, les entreprises doivent, pour corriger le déséquilibre, investir du capital frais au cours des années suivantes. Cela signifie que, cette année, les entreprises doivent doubler leurs contribu-

tions aux plans de retraites, avec plus de 110 milliards de \$US. Cela signifie une aggravation des effets de la «double crise»—la récession économique et la crise des marchés financiers. «Le renflouement des déficits des caisses de retraites réduira les profits de certaines entreprises, affaiblira leurs taux de crédit et augmentera le coût de leurs emprunts, ce qui peut se traduire par une baisse de la valeur de leurs actions» (Hilzenrath 2009). Pour certaines entreprises, il sera difficile de sortir de ce cercle vicieux.

En Allemagne, les trente plus grandes entreprises classées dans le DAX (Index du marché boursier allemand) gèrent 125 milliards d'euros destinés aux dépenses destinées à leurs retraités (fin 2008)—c'est une diminution de 13 milliards d'euros par rapport à l'année dernière. Les engagements s'élèvent à 191 milliards d'euros fin 2008—cela représente 65% des besoins (*Die Zeit*, 2 avril 2009). Certaines entreprises—comme Volkswagen—sont nettement en dessous de cette marge.

Dans le cas allemand, l'une des conséquences de cette situation est que les entreprises suspendent l'indexation des augmentations des salaires sur l'inflation, ce qui aura pour résultat une diminution des salaires en valeur réelle. Dans ces exemples, les retraites d'entreprises sont traitées comme des objets soumis à négociations : emploi ou retraites. Assurer ses vieux jours devient un objet de négociation à l'entreprise.

**Allemagne : retraites d'entreprises sous capitalisées (obligations et actifs)  
(en milliards d'euros).**



## Une gestion risquée

Il a été expliqué aux gens que placer son argent dans des fonds de pensions privés est une démarche sécurisée, parce que leurs investissements, de nature «traditionnelle», présentent de très faibles risques et ne sont donc pas affectés par la crise financière. Mais cela n'est vrai que pour la moitié des investissements.

En effet, les pertes des fonds de pensions représentent la moitié de celles des marchés boursiers, lesquelles s'élèvent à 50%. Cela est dû au fait que plus de 80% du total des portefeuilles ont été investis dans des obligations et des titres équivalant à des obligations d'État, ce qui constituait jusqu'à présent l'investissement le plus stable. «En octobre 2007, dans treize des vingt-deux pays de l'OCDE pour lesquels des informations étaient disponibles, plus de 50% des actifs ont été investis dans des obligations, et près de 60% de ces investissements se retrouvent dans des obligations gouvernementales.» Toutefois, «l'impact de la crise sur le rendement des placements a été plus important sur les fonds de pension dans des pays où les actions représentent plus du tiers du total des actifs» (OCDE 2008 : 3, 4). Il s'agit d'abord et avant tout du cas de l'Irlande où des fonds de pension avaient investi les deux tiers de ses actifs dans des actions, suivi par les États-Unis et le Royaume-Uni. En 2008, des obligations d'entreprises de haute qualité se sont également révélées risquées «lorsque, même des grandes entreprises bien établies sont entrées en turbulence» (*ibid.* : 6).

Or, jusqu'à présent le nombre des titres toxiques détenus par les fonds de pension reste inconnu. L'estimation faite par l'OCDE en octobre 2008 était de 3% au maximum. Toutefois, «il y a un manque de clarté concernant l'évaluation de certains actifs non liquides—ceux qui ne pourront pas être convertis en espèces rapidement—tels que les immeubles ou ce que l'on appelle les produits structurés» (*ibid.* : 4).

La fonte des actifs n'est que l'une des sources de l'instabilité financière des futures retraites. Sa deuxième source est le chômage. La croissance du chômage réduira le montant de l'épargne consacrée aux retraites, ce qui aura un effet négatif sur le rapport capitaux actifs/dépenses.

Sa troisième source est l'incapacité croissante des entreprises de financer les fonds de pensions à la hauteur promise—le pire cas étant celui des faillites. Les niveaux des fonds ont baissé de 10%. L'écart entre les recettes et les dépenses s'élargit. Fin octobre 2008 cet écart était de 2 billions de \$ US<sup>2</sup>.

Lorsque les faillites d'entreprises augmentent, comme cela sera certainement le cas, les avantages des retraites d'entreprises n'existeront plus. C'est exactement ce qui est en train de se produire dans les négociations des trois grands de l'industrie automobile américaine et les syndicats. Selon une étude de Standard & Poor les retraites d'entreprises subiront des coups extrêmement sévères.

## Les régimes de retraites

Il faut faire une distinction entre deux types de régimes de retraites : les retraites à avantages définis (AD) et les retraites à contribution définie (CD).

Les AD—les régimes de retraites les plus répandus aux États-Unis et au Royaume-Uni—sont confrontés au problème que les niveaux des fonds de pensions sont descendus en dessous de 90 % dans la plupart des pays entre 2007 et 2008 : passant aux États-Unis de 100 à 92 %, aux Pays-Bas de 105 à 95 % et au Royaume-Uni de 94 à 85 % (Antolin/Stewart 2009). Il en résulte que la valeur des actifs est insuffisante pour couvrir les versements des pensions. Lorsque le bénéfice est fixe (les montants accumulés étant gelés), les fonds doivent réduire leurs actifs pour satisfaire aux exigences de paiement, ce qui est le cas de nombreux plans de retraites aux États-Unis et au Royaume-Uni. Cela a pour effet une chute supplémentaire de la valeur des actifs—probablement le début d'un cercle vicieux. Au Royaume-Uni, de nombreux régimes de retraites AD ont cessé leur activité, « d'autres ont modifié, en les rendant moins avantageuses, les conditions définissant leur contribution. » (Ginn 2009).

Les retraites CD dépendent directement de la valeur actuelle sur le marché des actifs détenus sur les comptes individuels. Pour des travailleurs âgés, proches de la retraite, cela entraîne des pertes directes infligées aux pensions qu'ils devront toucher. De très graves problèmes affectent les retraites CD—par ailleurs très répandues en Europe de l'Est et en Amérique latine. Des gens sont contraints de vendre leur police d'assurance parce qu'ils sont au chômage ou que leurs salaires ont baissé, ou doivent envisager de prolonger la durée de leur vie active pour pouvoir compléter leur contribution initialement définie.

Selon Ginn (2009), citant des estimations faites par Price Waterhouse Coopers concernant des régimes de retraites CD :

- « la plupart des comptes des travailleurs en activité ont perdu entre 30 et 40 % en 2009,
- les fonds de pensions CD n'ont pas eu de meilleur rendement que les épargnes en liquide au cours des vingt dernières années.
- Les fonds de pensions CD détiennent des sommes *inférieures* au montant total des contributions qui leur ont été versées au cours des dix dernières années—même avant déduction des charges ».

## Rendement élevé—une voie qui mène vers la crise

Les fonds de pensions peuvent facilement entrer dans un cercle vicieux, même avant d'avoir été frappés par la tempête financière, comme le démontrent des exemples américains. Pour supprimer l'écart existant entre les actifs et les passifs, ils émettent des obligations attractives grâce à leur taux de rendement élevé. « Le régime de retraites des enseignants au Texas, le septième

plus important fonds de pensions des États-Unis, indique dans tous ses rapports annuels que le taux de rendement attendu est de 8%. Les documents publics montrent que ce fonds a eu un taux de rendement moyen de 2,6% au cours des dix dernières années. Le fonds de pension le plus important des États-Unis, le Système public de retraites des employés de Californie, a indiqué dans ses rapports que le taux de rendement attendu était de 7,75% pour les huit dernières années, et 8% antérieurement [...] Son rendement annuel pendant la décennie allant du 31 décembre 1998 au 31 décembre 2008 a été de 3,32%, et l'an dernier, lorsque les marchés se sont écroulés, il a perdu 27%. Traditionnellement, les fonds de pensions publics placent 6% de leurs actifs en actions, 30% en valeurs à revenu fixe, 5% en valeurs immobilières et le reste dans des investissements plus risqués tels que les *hedge funds* et les valeurs spéculatives. Ce mélange exige que les actifs hors obligations réalisent des gains à deux chiffres pour atteindre les taux de rendement attendus» (Evans 2009). En agissant ainsi, ils vont vers des pertes encore plus sévères.

### Un des plus importants terrains de confrontations sociales et politiques

Le capitalisme anglo-saxon ne sera pas le seul à devoir faire face à une crise systémique des retraites privées à mesure que la crise financière se poursuit et s'approfondit; ses variantes européennes le seront aussi.

Bien que les forces politiques dirigeantes dans l'univers de l'OCDE continuent de promouvoir les retraites privées adossées aux marchés des capitaux, dans certains pays les choses ont changé. «Certains gouvernements subissent, ou ont subi, des pressions pour se retirer des fonds de pensions privés. Par exemple, l'Argentine a nationalisé *de facto* ses retraites privées et des discussions politiques sont en cours pour revenir aux retraites publiques dans certains pays d'Europe centrale et de l'Est (permettant aux particuliers de revenir sur leurs décisions antérieures)» (Antolin/Stewart 2009 : 5).

Après avoir dépensé des énormes sommes d'argent des contribuables pour stabiliser le système bancaire, les États-nations doivent faire face à des déficits publics croissants. Un moyen pour réduire ce fardeau sera de pratiquer de nouvelles coupes dans les dépenses publiques. On peut être sûr que les attaques contre l'État social s'intensifieront. Et le système des retraites en est le plus gros morceau. Les banques, les compagnies d'assurances et les fonds de pensions privés continuent d'être intéressés par la poursuite des privatisations. Cela signifie qu'il ne sera pas facile de revenir vers un puissant système de retraites publiques sans que d'après luttes sociales se déroulent sur le long terme. Cependant, il est devenu plus difficile de prétendre qu'à l'avenir les retraites privées garantissent l'amélioration de la sécurité sociale. La crise actuelle a montré que c'est le contraire qui est vrai.

Si les systèmes de retraites privées sont la pierre angulaire du décollage du capitalisme dirigé par les marchés financiers, le renforcement des retraites

publiques sera l'un des plus importants champs de bataille de la lutte pour une transformation économique et sociale.

« Ce qu'il faut c'est repenser le modèle entier et s'assurer que, en fin de compte, les gens recevront quelque chose. Et je continue de penser que le système qui passe par le gouvernement (par répartition) est beaucoup plus fiable que tout autre système que nous connaissons. Nous ne pouvons pas transporter cet argent qui est improductif, dans le futur. Nous devons passer un contrat avec le gouvernement : il reçoit une contribution et il paie des pensions aux gens qui sont âgés maintenant et promet d'en payer à ceux qui le seront dans le futur. C'est la seule méthode pour le faire de manière raisonnable, car toutes les expériences privées ont fait faillite » (Flassbeck 2009).

Un point extrêmement important pour les luttes politiques futures est que les syndicats, les forces sociales de la société civile et les forces politiques de gauche construisent quelque chose de commun qui ressemble à un travail en réseau. Comme nous l'avons vu, le processus de privatisation a été coordonné, et souvent initié, par la Banque mondiale, l'OCDE et l'UE. Si chacun se bat de son côté, comme lors des luttes passées que nous avons connues—sans aucune coordination entre les grèves, par exemple en Italie, en Espagne, en Allemagne et en France—l'issue en sera la fragmentation et une position politique défensive. Par conséquent, nous devrions penser à une approche européenne commune. La lutte politique pour un « nouveau modèle social européen » pourrait être une perspective.

## Références

- Antolin, Pablo/Stewart, Fiona (2009) : *Private Pensions and Policy Responses to the Financial and Economic Crisis*.
- OCDE, Working Papers on Insurance and Private Pensions, N° 36.
- Barr/Diamond (2009) : « Reforming Pensions ». CES ifo Working Papers N° 2523, cité dans 2009.
- Evans, David\_ (2009) : *Hidden Pension Fiasco May Foment Another \$1 Trillion Bailout*, New York, 12 Mars 2009, Bloomberg.com
- Ginn, Jay (2009) : « Private Pensions and the Financial Crisis: Can Casino Capitalism Serve Workers' Needs? ». Presentation at the DGB-Kapitalismuskongress on the Future of Capitalism, Berlin, 14-15 mai 2009.
- Hilzenrath, David S. (2009) : « 2008 Leaves Pensions Underfunded », in : *The Washington Post*, 8 janvier 2009.
- Milliman (2009) : *Five Years of Pension Gains Wiped out in 2008*.
- Milliman (2009) : *Pension Funding Study*, mars 2009.
- OCDE (2008) : « Pension Markets » in : *Focus*, décembre 2008, Issue 5. [www.oecd.org/daf/pensions/pensionmarkets](http://www.oecd.org/daf/pensions/pensionmarkets)

OCDE (2009a): «Private Pensions»: Outlook 2008. Executive Summary, Paris.

OCDE (2009b): «The State of Public Finances»: Outlook and Medium-Term Policies After the 2008 Crisis, Paris.

## Notes

\* Économiste en chef de l'UNCTAD (Genève).

1. « [...]les Pays-Bas détiennent le portefeuille de fonds de pensions le plus diversifié internationalement, avec 82 % du total de leurs actifs émis par des organismes situés outre-mer et presque 40 % en devises autres que l'euro ». (Antolin/Stewart 2009 : 13)

2 Ce que l'OCDE veut dire n'est pas clair, quand elle souligne : «les fonds de pensions ont de très faibles besoins en liquidités par rapport au total de leurs actifs gérés. Cela signifie qu'ils n'ont pas besoin de vendre des actifs aux prix bas actuels a pour assurer les versements dûs et autres dépenses, car ils peuvent compter sur le flux régulier des contributions et sur les revenus de leurs investissements, même si ces derniers sont en baisse» (OCDE 2008 : 4).